

Marchand s'attend à des critiques

Le Journal de Québec · 11 sept. 2024 · 8 · TAÏEB MOALLA

Bruno Marchand s'attend à être extrêmement critiqué lorsqu'il annoncera, probablement aujourd'hui, la hauteur de la prochaine hausse de la taxe d'immatriculation.

« On est en train de prendre les dernières décisions. On est à quelques heures près de vous en parler si on va de l'avant [...] Vous allez voir les gens qui vont être probablement très critiques. Puis je les comprends », a laissé tomber le maire de Québec, hier, en marge d'une annonce.

« ÇA NOUS ÉCOEURE TOUS »

Sans dévoiler son jeu, il a réitéré ceci : « Au conseil de ville, présentement, puis je vais parler de mon équipe, on haït tous faire ça. Il n'y a personne qui est content de faire "Hé, on discute de taxes. On pourrait peut-être monter des taxes." Ça nous écoeure tous [...] On sait que les citoyens sont pris à la gorge. On sait qu'eux autres aussi vivent l'inflation. »

En anticipant ces critiques virulentes, le maire prépare-t-il les esprits à une hausse fulgurante de la taxe sur l'immatriculation ? « Si on va de l'avant, on n'est pas naïfs au point de penser que les gens vont dire que c'est une bonne nouvelle », s'est-il contenté de répondre. Depuis 1992, la taxe sur l'immatriculation pour les automobilistes de Québec est de 30 \$. En mai, Bruno Marchand a confirmé que cette contribution augmenterait d'au moins 10 \$ à partir du 1er janvier 2025.

FLEUR ET ÉPINES

Le maire de Québec a également qualifié la possibilité donnée par le gouvernement caquiste aux municipalités d'augmenter cette taxe de « fleur qui a peut-être beaucoup d'épines ».

M. Marchand a par ailleurs répondu par l'affirmative lorsqu'un journaliste lui a demandé si le palier provincial « se déresponsabilise » en refiletant ce pouvoir de taxation. « Est-ce que les villes ont un rôle à jouer ? La réponse est oui. On contribue à hauteur de plus de 50 % au budget de la Société de transport. On a besoin d'avoir un partenaire qui contribue avec nous au développement parce que tout le monde y gagne », a-t-il déclaré.

D'après lui, « c'est une mission de l'état québécois dont on pense qu'il doit mieux s'acquitter. Maintenant qu'il ne l'a pas priorisée, nous, on réalise que si on ne le fait pas – on est à quelques heures de finaliser les décisions à prendre –, tout le monde y perd ».

Grand Prix cycliste : la grève des cols bleus n'aura pas d'impact

Le Journal de Québec · 11 sept. 2024 · 11 · STÉPHANIE MARTIN

La grève des cols bleus de Québec les 12 et 13 septembre n'aura pas d'impact sur le Grand Prix cycliste, assure la Ville, qui se dit prête pour l'important événement.

« Pour une troisième fois en quatre mois, la Ville de Québec assurera les services essentiels requis pendant la grève de deux jours qui sera déclenchée par le Syndicat des employés manuels de la Ville, les 12 et 13 septembre prochains », a avisé la Municipalité par voie de communiqué, hier.

Ce débrayage survient en plein Grand Prix cycliste à Québec, qui aura lieu le 13 septembre. Le porte-parole de la Ville, François Moisan, assure que les moyens de pression des syndiqués ne nuiront pas à la tenue de l'événement.

« Nous ne prévoyons pas d'impact sur la tenue de la course, a-t-il déclaré. Par exemple, les clôtures nécessaires à la protection du parcours sont déjà sur place et seront installées par des cadres de la Ville. »

D'autre part, les collectes des matières résiduelles seront affectées. « Certaines collectes des matières résiduelles prévues pour les 12 et 13 septembre seront reportées au 11 septembre et au 14 septembre ou annulées », a annoncé la Municipalité.

Bruno Marchand « surpris » de la sortie du syndicat

Le Journal de Québec · 11 sept. 2024 · 7 · TAÏEB MOALLA

Bruno Marchand s'est dit « surpris » de la sortie du syndicat des chauffeurs de bus du Réseau de transport de la Capitale (RTC), qui refuse la décision de doter ses membres d'adresses courriel professionnelles pour un coût annuel d'environ 70 000 \$.

« On est en 2024. Pouvoir communiquer avec ses employés, c'est le souhait de toute entreprise pour pouvoir à la fois les mobiliser, leur expliquer, leur donner de l'information et préciser ce qui s'en vient. C'est une dépense utile. [...] Je les invite [les chauffeurs] à embrasser le changement », a soutenu le maire de Québec, hier, en marge d'une annonce.

Ce dernier réagissait à un article du Journal dans lequel on apprenait que l'exécutif syndical (CSN) des chauffeurs du RTC a qualifié cette dépense « d'inutile dans le contexte actuel ».

ORDINATEURS ET TÉLÉPHONES

Le syndicat a également laissé entendre qu'il pourrait réclamer que des ordinateurs ou des téléphones soient fournis aux chauffeurs si jamais l'employeur décidait d'aller de l'avant avec son projet pilote. Le maire a exclu cette éventualité tout en se montrant ouvert à l'idée que le RTC puisse donner accès à des ordinateurs dans des locaux partagés.

« On comprend que la réalité des chauffeurs n'est pas celle des employés de bureau, a-t-il convenu. Les chauffeurs n'ont pas besoin que le RTC leur fournisse tout l'équipement, alors que ce n'est pas son rôle. Je pense qu'ils ont probablement tous un cellulaire. »

VILLENEUVE D'ACCORD

Interrogé sur le même sujet, le chef de l'opposition municipale, Claude Villeneuve, s'est plutôt montré en phase avec le raisonnement syndical.

« C'est une dépense dont on n'est pas convaincus de l'utilité, a-t-il soutenu. Je n'ai pas reçu un argumentaire, présentement, qui me permet de dire que c'est nécessaire. C'est une dépense qui n'est pas utile selon nous. »

D'après lui, « qu'on puisse joindre les employés, je veux bien. Quand je veux joindre quelqu'un de mon équipe, je lui envoie un texto. Je l'appelle. Je ne crois pas que par courriel, c'est la meilleure façon de joindre quelqu'un qui est supposé être au volant d'un véhicule ».

Villeneuve demande au maire de renoncer à sa mission

Il doit voir aux dossiers chauds, ici, au lieu d'aller en Europe, dit le chef de l'opposition

Le Journal de Québec · 11 sept. 2024 · 11 · STÉPHANIE MARTIN

Avec les dossiers chauds qui occuperont l'automne en politique municipale, le chef de l'opposition demande au maire Bruno Marchand d'annuler sa mission de près de deux semaines en Europe.

« Il devrait renoncer à sa mission. Je pense que cette mission-là n'est pas opportune dans le contexte actuel », a tranché le chef de l'opposition officielle à l'hôtel de ville, Claude Villeneuve, hier, en marge d'une annonce au parc Girardin, à Beauport.

PLUSIEURS ENJEUX IMPORTANTS

Selon une récente décision du comité exécutif, le déplacement du maire en Espagne, en Suisse et en France devait durer 14 jours, à partir du 23 septembre, soit le plus long pour un maire de Québec en 20 ans. Or, M. Marchand a mentionné lundi, sans donner de détails, que ce serait un peu moins long.

Quoi qu'il en soit, Claude Villeneuve énumère les dossiers qui nécessitent la présence du maire à Québec, cet automne.

« Dans le dossier du tramway, on ne comprend pas ce qui arrive. On a une négociation en cours avec les employés de la Ville. On a des élections fédérales qui risquent d'être déclenchées, où le tramway risque d'être, à l'échelle régionale, quelque chose d'important. On a un budget compliqué en préparation. On a la taxe sur l'immatriculation. »

Pour M. Villeneuve, « M. Marchand n'a pas l'oeil sur la balle » et il ne s'occupe pas des « dossiers importants » dans la ville.

« Le maire s'occupe de tout, sauf ce qui est prioritaire à la Ville présentement », a-t-il asséné, en lui reprochant son absence hier à un événement qui réunissait les employés de la municipalité, au profit d'un autre événement, qu'il n'a pas nommé.

Selon le compte Instagram du maire, ce dernier assistait à un déjeuner-causerie de Ça roule Doc ! en présence de la communauté d'affaires, lors duquel il a pris la parole.

INQUIET POUR LE TRAMWAY

En parallèle, le chef de l'opposition s'interroge sérieusement sur le travail qui se fait pour réaliser le projet de tramway et sur la possibilité de le mettre en branle à la prochaine saison de construction.

« On est toujours dans le noir, plusieurs mois après la publication du rapport de la CDPQI. [...] Dans le dossier du tramway, le maire est dans le siège du passager. Ce n'est plus Capitaine Tramway. »

Au cabinet du maire, on a choisi de ne pas commenter la sortie du chef de l'opposition.

– Avec la collaboration de Taïeb Moalla